

---

## la carte blanche

---

**Jennifer Morgan** Directrice générale de Greenpeace international ;  
**Joanna Kerr** Directrice générale de Greenpeace Canada

# Non, le Ceta n'est pas un accord bienveillant !

**Le Parlement européen se prononcera ce mercredi sur le très controversé Ceta. Il est donc bien opportun de rappeler à l'Union européenne qu'elle doit s'imposer comme une autorité morale et initier un (autre) programme commercial international ambitieux, respectueux de l'individu et de l'écosystème.**

L'animosité croissante et l'imprévisibilité des relations internationales actuelles inquiètent les hommes politiques européens, c'est pourquoi nombre d'entre eux recherchent la sécurité à tout prix. Peut-être est-ce pour cette raison qu'ils ont aveuglément signé le dangereux Accord économique et commercial global avec le Canada, dit Ceta. L'Union européenne juge plus important d'afficher une bonne entente avec ses alliés que d'écouter les nombreux membres du Parlement européen qui font preuve de diligence raisonnée et de prudence face au danger que représente le Ceta.

Ces députés européens ont raison d'avoir peur du Brexit et des bouleversements politiques provoqués par Trump. En effet, cette situation pourrait conduire à une instabilité géopolitique. Mais signer le Ceta pour des raisons « progressistes » revient à tenir un double langage, tout comme Trump lorsqu'il dit vouloir « faire le tri » à la Maison-Blanche pour ensuite nommer des lobbyistes et des milliardaires dans son cabinet. Au lieu de faire passer l'intérêt public avant la cupidité des entreprises,

les députés européens envisagent de ratifier le Ceta, un moyen de plus pour l'industrie polluante de s'attaquer aux normes sanitaires et de sécurité. Les partisans du Ceta le décrivent comme un accord international bienveillant, mais il ne fait preuve de bienveillance qu'envers les grandes entreprises, aux dépens de la population et de la planète. Or, le débat porte plutôt sur les lois qui régiront notre société que sur les tensions entre partisans et détracteurs du commerce.

Si les États-Unis remettent en question le libre-échange, c'est l'occasion pour l'Union européenne de monter en puissance et de définir des normes ambitieuses pour son programme commercial international. L'Union européenne peut être fière de s'être battue pour mettre en place des protections en matière de santé publique, d'environnement, de climat et de droits des travailleurs. Ces protections devraient être le fondement de tout accord, mais dans le Ceta, elles sont compromises afin de privilégier les investisseurs étrangers et de promouvoir aveuglément le commerce.

### **Des coûts énormes pour la santé publique**

La Commission européenne a promis de ne pas mettre en péril dans l'intérêt du commerce le principe de précaution de l'UE, qui donne le droit aux décideurs politiques de faire preuve de prudence afin d'éviter les dommages environnementaux. Pourtant, le Ceta ne mentionne pas

une seule fois ce principe de précaution qui serait effectivement appliqué. Sa mise en œuvre engendrerait vraisemblablement une présence accrue des OGM sur les marchés européens ainsi que des produits chimiques nocifs dans les produits de consommation. Greenpeace, des hommes politiques et des entreprises collaborent afin d'interdire les produits chimiques toxiques sur le marché européen, mais le Ceta ne leur facilitera pas la tâche, car ils seront accusés de mettre en place des « obstacles inutiles au commerce ».

La Commission européenne a déjà déclaré qu'elle était disposée à faire des compromis sur la protection des consommateurs dans l'intérêt du commerce. La Commission européenne a assuré aux représentants canadiens et américains qu'une version édulcorée de la proposition relative à la protection contre les perturbateurs endocriniens chimiques (PE) dans la législation européenne concernant les pesticides répondrait à leurs intérêts commerciaux. Les PE sont des produits chimiques nocifs associés à des anomalies congénitales et aux cancers, et qui coûtent chaque année plus de 160 millions d'euros à l'UE en frais de santé. Le Canada a également fait pression sur les défenses de l'UE en matière de santé publique, pour privilégier le commerce. Le Canada a contesté à plus de vingt reprises le système de protection chimique de l'UE devant l'Organisation mondiale du commerce, soit plus souvent que n'importe quel

autre pays. Le Ceta rendrait ces attaques encore plus dangereuses pour la protection des consommateurs européens.

### **Consolider des liens fiables**

L'Union européenne est la deuxième économie mondiale, et dans le monde entier, ses alliés et partenaires sont impatients d'entrer sur un marché de plus de 500 millions de consommateurs. En ces temps troublés, l'Union européenne a l'occasion de devenir une autorité morale. Elle peut veiller à ce que la mondialisation ne détruise pas l'éco-

ystème ni le climat dont dépend notre économie et à ce qu'elle ne risque ni la santé ni la sécurité de la population et ne traite pas injustement les travailleurs. Au lendemain de l'élection de Trump, les pays du monde entier se sont mis à courtiser activement l'UE. Par conséquent, les chefs d'État doivent prendre leurs responsabilités encore plus au sérieux.

La peur d'une instabilité mondiale ne doit pas nous faire oublier les objectifs du Ceta. Ce dernier ne vise pas l'unité internationale, mais plutôt une dimi-

nution des mesures de sécurité dans les domaines de la santé publique, des droits des travailleurs et de l'environnement. Trump a déclaré aux électeurs qu'il comptait s'attaquer à l'élite, mais en réalité il visait seulement les réglementations considérées par les grandes entreprises comme de la « paperasserie », mais qui constituent pourtant une protection vitale. Le Ceta vise, par d'autres moyens, le même résultat. La population et la planète devront en subir les conséquences. ■